

Dialogue sur les migrations pour les pays de la Commission de l'Océan Indien

Discours de S.E.M. Hamada Madi, Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien

Mahé (Seychelles), le 26 août 2019

Excellence Monsieur le Vice-président de la République des Seychelles et
Président du Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien,

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Honorable Nicholas Préa,

Monsieur le Chef de l'Opposition, Honorable Wavel Ramkalawan,

Monsieur le Leader des Affaires du Gouvernement à l'Assemblée Nationale,
Honorable Charles Decommarmond,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellence Monsieur le Directeur Régional de l'Organisation internationale pour
les migrations pour l'Afrique australe, M. Charles Kwenin,

Excellence Madame la Coordinatrice Régionale des Nations Unies pour les
Seychelles et Maurice, Mme Christine Umutoni,

Excellence Monsieur Matthias Naab, Coordonnateur Résident des Nations Unies
pour les Comores,

Excellences, Membres du corps diplomatique,

Madame et Messieurs les Officiers Permanents de Liaison,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Etats Membres de la COI,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Avec la fin du G7, réunion des 7 pays les plus riches de la planète et le début de la nôtre, regroupant des Etats Insulaires, pour entamer un dialogue inédit, celui des déplacements ad hoc des populations, certains pourraient y voir une forme de provocation.

Je voudrais tout de suite les rassurer de la détermination de l'Organisation internationale pour les migrations et de la COI de s'inscrire dans toute démarche inclusive des pays membres de l'ONU au règlement des problèmes du moment dans le monde.

En effet, les 7 pays les plus riches ont bien sur abordé les problèmes géopolitiques liés au nucléaire iranien, aux tensions commerciales qui ternissent l'image de certains d'entre eux et mettent en danger la croissance mondiale. Ils ont discuté du feu qui brule le poumon du monde, l'Amazonie. Ils ont parlé de l'aide à l'Afrique notamment aux grands pays côtiers de l'Afrique...

Ici, chez nous, en Indianocéanie, nous aurions été très satisfaits si les 7 pays les plus riches avaient abordé les problèmes liés à la sécurité en général et notamment à la sécurité maritime surtout après les deux réunions réussies tenues à Maurice en 2018 et 2019.

Le faisant, ils auraient constaté, comme nous en fait, qu'un sujet très important semble passer aux oubliettes alors que nos pays, tous les pays et toutes les régions du monde y font face chaque jour.

Déplacement des Rohingyas de la Birmanie au Bangladesh, des Vénézuéliens vers les autres pays latino-américains, des Mexicains vers les USA, des Syriens vers la Turquie et vers l'Europe, des Subsahariens vers l'Italie ou l'Espagne, des Africains à l'intérieur de l'Afrique... Tous ces déplacements se font avec risques et périls : problèmes de transports, de sureté et de sécurité, de santé, de finances et d'autres...

Alors, Mesdames et Messieurs, Nous en Indianocéanie, devons-nous rester les bras croisés et subir les migrations qui peuvent, si elles sont bien étudiées, pensées et contrôlées, être bénéfiques pour toute la région ?

C'est pourquoi avec l'Organisation internationale pour les migrations, les pays membres de la COI décident d'instaurer un dialogue non contraignant.

Il est un proverbe africain qui, de mon point de vue, sied bien à notre rencontre – je cite :

« Une de nos armes les plus puissantes et le dialogue »

Les migrations, puisqu'elles impliquent la rencontre de personnes aux itinéraires, aux profils et aux aspirations variés ou même contradictoires, suscitent parfois des peurs, des frustrations, des levées de boucliers. Entre l'ouverture à l'autre et le repli sur soi, il y a une multitude de manières d'appréhender les migrations ou, pour le dire plus justement parce qu'il est d'abord question de vies, il y a plusieurs manières d'agir avec les migrants.

Pour éviter l'écueil des passions, le dialogue s'impose pour comprendre les tendances migratoires dans notre région et les défis qui les accompagnent, pour débattre sereinement des politiques nationales en la matière et pour identifier les axes d'une coopération vertueuse pour la circulation des personnes au service d'un développement économique et social de long terme.

Mesdames, Messieurs,

Afin de bien poser le cadre de nos échanges, peut-être est-il utile de faire un petit détour par l'histoire et la géographie.

Les îles de l'Indianocéanie, c'est ainsi que nous nommons nos îles du Sud-Ouest de l'océan Indien, forment une région unique. D'abord par leur géographie insulaire et océanique qui constitue une zone africaine avec ses spécificités humaines, économiques et naturelles. Ensuite, et surtout, par l'histoire, celle du peuplement. Nos aïeux sont venus par vagues successives d'Afrique, d'Inde, de Chine, d'Europe et du Moyen-Orient. Ces ancestralités multiples fondent une ouverture naturelle au monde et même, d'une certaine manière, à la migration.

Les raisons des migrations en Indianocéanie, à l'intérieur des Etats, au sein de la région, en provenance ou en direction d'horizons plus lointains, sont diverses : aspirer à une vie meilleure, accéder à l'emploi, offrir une éducation de qualité aux enfants mais aussi fuir des contextes politiques ou sociaux tendus, échapper aux risques épidémiques, s'écarter des zones irréversiblement dégradées ou trop souvent menacées par les catastrophes naturelles.

Le programme de notre rencontre nous permettra de débattre de l'ensemble des questions migratoires à l'aune des enjeux posés par le changement climatique, les risques sanitaires, la croissance économique, la gestion des frontières ou encore la sécurité maritime.

Je me réjouis de la consolidation du partenariat avec l'OIM et de la prise en compte des enjeux de migration dans plusieurs champs d'intervention de la COI. En décembre 2018, la COI et l'OIM ont lancé conjointement une stratégie régionale « migration et santé ».

Cette stratégie régionale, élaborée sur la base d'un travail de terrain dans chacun de nos Etats membres, offre un cadre d'intervention collective pour répondre efficacement aux défis sanitaires posés par les migrations.

Les études menées par l'OIM montrent en effet que les personnes migrantes sont plus vulnérables que les autres face aux risques sanitaires.

Ce lien entre migration et santé pose des questions de prévention, de surveillance et de prise en charge d'abord au niveau national mais aussi au niveau régional. Il pose aussi la problématique grandissante des conséquences du changement climatique sur les dynamiques migratoires et sur la santé des migrants.

Parallèlement, la COI et l'OIM ont souligné l'importance de traiter des migrations dans les actions régionales de sécurité maritime notamment à l'occasion des deux conférences sur la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental tenues à Maurice en avril 2018 et juin 2019. D'ores et déjà, des axes de coopération sont envisagés entre l'OIM et les Centres régionaux de fusion de l'information maritime à Madagascar et de coordination des opérations en mer, ici aux

Seychelles, pour lutter contre les migrations illicites et leur forme la plus abjecte, la traite d'êtres humains.

Mesdames, Messieurs,

Notre rencontre revêt une dimension clairement politique. Elle nous amènera, en effet, à discuter de politiques publiques, de problématiques humaines et sociales, environnementales et climatiques. Elle nous amènera, en fait, à discuter de l'aspiration légitime des hommes et des femmes de nos pays à vivre mieux, à vivre libre, à vivre en sécurité.

A cette dimension politique s'ajoute un volet plus technique notamment sur la disponibilité, la collecte et l'utilisation des données. C'est un sujet également important puisque les données, leur qualité et leur disponibilité doivent pouvoir soutenir la prise de décision et l'élaboration des politiques publiques.

Vous me permettrez de terminer en remerciant et en félicitant le bureau régional de l'OIM pour l'initiative de ce dialogue spécifique à notre région qui mobilise l'intelligence collective de tous nos pays. Je remercie également le gouvernement de la République des Seychelles qui occupe la présidence du Conseil de la COI pour son implication et son accueil chaleureux.

Je souhaite que ce processus consultatif respectueux des souverainetés et non contraignant, s'il est approuvé par les Etats, s'inscrive dans la durée afin que nos pays puissent répondre toujours plus efficacement aux enjeux complexes et multiformes des questions migratoires. Car si la gestion des migrations est un défi de notre temps, elle ouvre aussi des opportunités de croissance et d'épanouissement social.

Je vous remercie de votre aimable attention.